



DECLARATION LIMINAIRE DU SNPES/PJJ **AU CTT FRANCHE-COMTE DU 12 MAI 2017**

Après un report de ce CTT lié à l'absence de la directrice du STEMOI Nord Franche-comté, nous nous retrouvons aujourd'hui.

La situation des services et unités vient d'être impactée par un dialogue de gestion particulièrement négatifs ou le travail et l'investissement des agents ne sont pas reconnus, voir méprisés, au seul regard des moyens alloués et des chiffres et comptabilité que nous contestons fortement.

Le dernière annonce de l'obligation de « rendre » des véhicules est un déni de l'activité des unités, et va mettre à mal le travail ,quotidien auprès des familles et des jeunes. La pluridisciplinarité reste un effet de langage ou les moyens ne sont pas à la hauteur des enjeux, où notre direction accepte une dégradation des conditions de travail et montre son manque d'ambition au profit des jeunes les plus en difficulté que nous avons à accompagner.

La non reconnaissance de la souffrance au travail et de certaines difficultés individuelles d'agent au point de vue médical , conforte ce sentiment général d'agents toujours plus pressurisés et non soutenus par leur chaîne hiérarchique, pourtant censée apporter les conditions d'un bon exercice de nos missions.

Ce décalage permanent entre un discours d'intention (notes d'orientation) et les réalités de terrain où seul l'administratif et l'économique trouve sa place, a entraîné une forte désillusion des agents quand à une réelle volonté de notre administration de vouloir soutenir du milieu ouvert « socle » et « renforcé » , des hébergements diversifiés, des statuts et salaires à la hauteur des tâches et qualifications de ses agents, la pluridisciplinarité ...

La non revalorisation salariale des agents en CDI apporte, une nouvelle fois, la preuve d'un manque total de reconnaissance et de droit, voir d'humanité, pour une bonne part de ses agents.

Un budget identique à l'année précédente (moins 8 % de gel) ne fait que confirmer des moyens en régression. Notre direction semble oublier son devoir premier d'être vigilante à la santé de ses agents et aux moyens matériels et humains pour pouvoir exercer dignement nos missions.

Le travail au quotidien est suffisamment complexe et stressant pour espérer avoir une administration qui accompagne et soutient. La politique menée ressemble plus à une mise sous pression constante de tous les niveaux de l'institution, où seule est évaluée la rentabilité, le pragmatisme, l'obéissance, la gestion individuelle des agents au mérite, où tout perd sens, sous le seul regard économique hérité du monde libéral, loin de nos premières préoccupations humaines de terrain.

La campagne électorale passée, où les fonctionnaires ont été désignés comme des boucs émissaires, où les garanties sur le temps de travail où la retraite risquent d'être remis en cause, où le phénomène de la délinquance n'est plus regardé comme un fait sociétal et économique mais désigne notre jeunesse comme des auteurs de troubles qu'il faudrait enfermer (recrudescence de l'emprisonnement), ont également mis les agents dans une situation d'angoisse permanente où le statut de la fonction publique ne semble pas défendu à la hauteur des enjeux de société. Qu'en sera-t-il des élections législatives ?

Ce CTT doit aborder le projet de service du STEMOI Nord Franche-Comté, pour lequel nous sommes surpris de voir un document de 150 pages, devenant par la même illisible, et peu diffusable ; Nous avons en tête qu'un projet de service doit permettre de communiquer aux partenaires ce que nous faisons et comment, et à l'interne à servir de point de repères et de garanties à tous les agents. Pour cela il doit donner une ligne directrice s'inscrivant dans le projet territorial, et garantir pour chacun l'exercice de ses missions. Il doit aussi permettre à chaque unité de développer son projet au plus près des réalités de terrain.

Le projet de service que nous avons sous les yeux semble plus répondre à une nécessité de tout cadrer, justifier, certainement en lien avec des pressions internes à la PJJ sur un service très mis à mal ces dernières années.

Même si les sujets développés ne sont aucunement condamnables par notre OS, ce document manque de synthèse et ne permet plus la prise en compte d'initiatives ou de projets singuliers en unité. Nous devons aussi aborder le projet de déménagement où les agents sont mis hors-jeu par notre DIR, tant sur des visites que sur des apports pratiques, ou sur une réflexion globale. L'absence de toilettes réservés au service et au public en est un bel exemple frappant où visiblement les « penseurs » du projet ne sont pas ceux qui utiliseront les locaux !

Nous devons aussi aborder le projet de renforcement milieu ouvert, pour lequel nous reconnaissons la volonté de notre DT d'associer tous les agents et de laisser un espace dynamique aux agents. Pourtant, une nouvelle fois, les moyens alloués ne sont pas à la hauteur des promesses et les réductions budgétaires et de véhicules entre autre, ne font que rétrécir le champ du possible après les promesses non tenues de notre administration. Si au niveau territorial (Franche-Comté) nous reconnaissons la volonté d'associer les agents, nous ne pouvons cautionner un budget et des méthodes de gestion humaine, qui demandent toujours plus aux agents avec moins. Les agents ne sont pas des « bêtes corvéables » à merci aux injonctions, mais des personnes avec leur capacité de jugement, de résistance (challenge Michelet!), compétences qui fondent leur action auprès des jeunes et des familles.

Une gestion déshumanisée et incohérente entre projet et moyens, entraîne une perte de sens et de collectif dont les agents et les jeunes suivis seront les victimes, et notre administration la responsable.